



SARW se dit préoccupé par le déploiement des militaires des FARDC à Tenke-Fungurume pour protéger les installations de TFM contre les Artisansaux

La récente décision du gouvernement de déployer les militaires pour protéger les installations de la compagnie Tenke Fungurume Mining (TFM) est dangereuse et potentiellement contre-productive. Bien que le mal qu'elle cherche à résoudre soit réel, cette décision de juin 2019 vise les symptômes sans éradiquer le problème, a déclaré ce jour l'Observatoire des Ressources en Afrique Australe, SARW.

Depuis 2013, des creuseurs artisanaux envahissent le périmètre minier de TFM. L'afflux de ces creuseurs s'est intensifié de façon inquiétante au cours de ces dernières années avec une estimation de plus de 10 000 personnes dont certaines viennent d'autres provinces de la République.

SARW est conscient des impacts négatifs de la présence des artisanaux dans la concession de TFM et d'autres compagnies. Non seulement les artisanaux exploitent illégalement les minerais de ces compagnies minières mais ils s'attaquent parfois à leur personnel et à leurs infrastructures.

Il est néanmoins important de souligner que l'exploitation par les artisanaux et leur présence illégale sur les sites miniers industriels sont révélatrices d'un problème de gouvernance auquel le déploiement des militaires n'est pas la solution.

D'abord, les activités des creuseurs à Tenke et Fungurume sont favorisées par plusieurs autres acteurs, puisqu'elles sont réalisées grâce à l'appui et avec la complicité des services de l'Etat depuis les puits, le transport, le nettoyage jusqu'à la vente des minerais. Ces services incluent la police des mines, la police nationale, le parquet, l'Agence Nationale des Renseignements et les délégués du Chef coutumier. Il faut aussi ajouter dans ce groupe la garde industrielle engagée par l'entreprise. Tous, à tour de rôle, se font payer pour faciliter l'accomplissement du vol par les creuseurs, les négociants et les acheteurs. La proximité des comptoirs d'achat des minerais de la concession de TFM favorise aussi ce vol. Malgré les efforts déployés par l'entreprise pour stopper les incursions des artisanaux dans son site, ce phénomène va en s'agrandissant.

A ce problème de gouvernance et d'ordre public il est imprudent et dangereux pour le gouvernement d'apporter une réponse armée et de sécurité. Les militaires sont formés pour garantir la paix, la sécurité nationale et l'intégrité territoriale. A Tente-Fungurume, il n'y a pas de guerre mais des actions de vol perpétrées contre l'entreprise par les creuseurs artisanaux qui

sont soutenus, facilités et encouragés par les services de l'Etat. Le déploiement des militaires, si elle n'est pas bien géré, risque de se transformer en violations intempestives de droits humains, qui peuvent nuire à la réputation de la compagnie et à la chaîne d'approvisionnement du cobalt congolais. Aussi, le déploiement de ces militaires risque de rendre permanente leur présence dans cette concession si un plan clair de la fin de leur mission n'est pas établi. TFM et le gouvernement doivent donc faire attention à ne pas tomber dans la situation de complicité à la commission des crimes semblable à l'expérience de la société Anvil Mining à Kilwa.

L'Etat a la responsabilité de garantir les investissements tant nationaux qu'internationaux. Il y a d'autres méthodes à la portée du gouvernement qui peuvent être efficaces pour protéger l'investissement de TFM et de beaucoup d'autres compagnies minières qui souffrent du même phénomène. SARW demande au gouvernement et à TFM d'envisager d'autres méthodes pour lutter contre l'envahissement des concessions minières par les exploitants artisanaux en lieu et place de recourir à l'armée, notamment :

1. La suppression de tout achat des minerais dans le voisinage des entreprises minières ;
2. L'application des sanctions sévères à tout celui - creuseur, négociant, acheteur, qui serait trouvé en possession des minerais qui proviendraient des périmètres des compagnies minières ;
3. L'application des sanctions sévères à tout agent de l'Etat impliqué dans la facilitation du vol des minerais des compagnies ;
4. L'investissement dans une garde industrielle professionnelle et bien payée qui doit s'interdire de tout acte de corruption, si non TFM devra rompre le contrat de sous-traitance avec des maisons de gardiennage qui ne maintiennent pas la sécurité de son périmètre minier ;
5. Mettre dans le plus bref délai à la disposition des creuseurs, sous leur propre contrôle des ZEAs fiables tels que prévu dans la loi minière.

SARW considère que le cas des creuseurs artisanaux dans la province de Lualaba est devenu une menace aux investissements et à l'économie nationale, et nécessite une implication de tous les acteurs, Président de la République, Gouvernement national, Parlement national, Assemblées provinciales, Gouvernements provinciaux de Lualaba, Haut-Katanga et de deux Kasai, la société civile, les artisanaux ainsi que les communautés locales. Il faut créer un espace de dialogue pour trouver une solution durable à ce phénomène de présence des artisanaux dans les périmètres des compagnies minières. Cette solution doit avoir un caractère national mais ne doit pas impliquer l'utilisation des Forces armées.

Fait à Kolwezi, le 17 juin 2019

SARW

Pour plus d'information contacter, Me Georges Bokundu, Directeur des Programmes :

Tél : +243817070127

E-mail : georgesm@sarwatch.org